Document généré le 1 juin 2025 08:53

Études internationales

KIRTON, John J., Joseph P. DANIELS et Andreas FREYTAG (dir.), *Guiding Global Order, G8 Governance in the Twenty-First Century*, The G8 and Global Governance Series, Aldershot, Ashgate Publishing, 2001, 391 p.

Georges Hénault

Volume 34, numéro 3, 2003

URI : https://id.erudit.org/iderudit/038669ar
DOI : https://doi.org/10.7202/038669ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

IQHEI

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Hénault, G. (2003). Compte rendu de [KIRTON, John J., Joseph P. DANIELS et Andreas FREYTAG (dir.), *Guiding Global Order, G8 Governance in the Twenty-First Century*, The G8 and Global Governance Series, Aldershot, Ashgate Publishing, 2001, 391 p.] *Études internationales*, *34*(3), 485–487. https://doi.org/10.7202/038669ar

Tous droits réservés © Études internationales, 2003

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET GOUVERNANCE

Guiding Global Order, G8 Governance in the Twenty-First Century.

KIRTON, John J., Joseph P. DANIELS et Andreas FREYTAG (dir.). The G8 and Global Governance Series, Aldershot, Ashgate Publishing, 2001, 391 p.

Cet ouvrage collectif est le cinquième titre de la collection « The G8 and Global Governance Series ». Il est publié grâce à une collaboration multidimensionnelle canado-germanique comprenant notamment le Centre d'études internationales de l'Université de Toronto et l'Institut de politique économique de l'Université de Cologne. Il fait essentiellement le bilan de la réunion du G8 qui s'est tenue à Cologne en 1999, vingt-cinq ans après le premier sommet de Rambouillet en 1974.

Il s'agit d'un ensemble composé de quatorze essais rédigés essentiellement par des universitaires allemands et canadiens appartenant à des écoles de pensée différentes combinées à des approches épistémologiques et idéologiques rarement convergentes (économiques et politologiques pour être plus précis). Il en ressort un panaché de diagnostics et de solutions pour le moins varié concernant l'impact de ce sommet sur les nouvelles avenues que pourra emprunter la gouvernance mondiale sous l'égide du G8. Le volume se scinde en trois parties et une conclusion (que les auteurs considèrent comme une quatrième partie).

La première porte sur les composantes économiques du système mondial qui ont représenté le cœur même des débats du G7/8 depuis ses débuts, à savoir la coordination des politiques macroéconomiques et monétaires dans le contexte du système multilatéral, notamment commercial, qui les gouverne. Le défi majeur à relever est celui de la sécurisation de la stabilité financière alors que les causes et conséquences de ce phénomène demeurent encore mal connues. Le système financier international devrait devenir plus transparent, avoir davantage d'imputabilité, une réglementation bancaire plus efficace ainsi qu'un rôle plus limité pour le FMI. Cependant une dimension essentielle vient quelque peu endiguer ces vœux que certains perçoivent comme pieux. Il s'agit plus spécifiquement de la dollarisation dans une perspective régionale qui façonne une gouvernance autour de cet espace économique de plus en plus mondialisé, notamment celui des Amériques.

La deuxième partie s'intitule, faute de mieux, « l'ordre du jour général » au sein duquel se retrouvent des thèmes aussi variés que ceux du G7 face à la dette des pays les plus pauvres, le rôle du G7/8 dans la fin des hostilités en Bosnie et au Kosovo ainsi que la dynamique entre le G7/8 et l'Union européenne. Le vieux débat entre l'aide ou le commerce refait surface. Là encore, il apparaît clairement qu'une plus grande ouverture des marchés tant au Nord (diminution des subventions à l'agriculture notamment) qu'au Sud aurait un impact plus significatif sur le développement des pays dits en voie de développement. La gestion de la crise au Kosovo et en Bosnie sous l'égide informelle du G8 a permis de mettre de l'avant les atouts de la diplomatie de concertation qui se veut moins formelle et plus orientée vers les efforts de coordination des acteurs.

Quant aux interférences entre les politiques de l'Union européenne (UE) et les recommandations du G8, il semble que l'UE aille plus loin que le G8 dans ses politiques à l'égard de l'environnement alors que c'est l'inverse pour les politiques commerciales. La double appartenance pour les pays membres de l'UE et du G8 ne pose cependant pas de difficultés étant donné la nature profondément différente des deux regroupements multilatéraux.

Quant à la troisième partie, elle regroupe des études quelque peu disparates sur les spécificités du G20, la coopération en matière de politique macroéconomique internationale à l'ère de l'euro (qui aurait pu être placée en première partie), le projet de rapprochement du G7/8 avec la Chine, les perspectives internationales de la gouvernance privée et enfin les défis de la création d'une gouvernance mondiale pour un développement durable. Le sommet de Cologne restera dans l'histoire comme celui de la création du G20 qui aborde la problématique des réformes du système financier international en associant des joueurs clés que sont devenus les pays tels que le Brésil, la Corée, l'Inde ou encore le Mexique sans oublier la désormais incontournable Chine. Le potentiel de cet aréopage se démultiplie s'il devient un forum de négociation plus systémique en intégrant les discussions de nature aussi bien financière que commerciale ou encore écologique, devenant ainsi un véritable outil de gouvernance mondiale.

Quant aux normes éthiques de gestion du secteur privé, ce sommet a encore renforcé le besoin de plus de transparence, d'imputabilité (déjà exigé du système financier international tel qu'évoqué dans la première partie de cet ouvrage collectif) et de la nécessité pour les gouvernements d'une meilleure collaboration pour lutter contre le blanchiment d'argent et l'évasion fiscale. Les cyniques pourraient rétorquer que cela n'a pas empêché les scandales financiers qui ont suivi.

En conclusion, le bilan de Cologne est analysé sur la base des résultats obtenus. L'attribution de notes pour évaluer les accomplissements de ce sommet en fonction de leur atteinte des dix catégories d'objectifs apparaît aussi scolaire que hautement subjective et donc peu convaincante. Cependant, l'apport majeur de cette rencontre est indéniablement la mise en place d'un consensus sur une mondialisation qui soit socialement viable et qui, en conséquence, passe notamment par une meilleure coordination des politiques macroéconomiques et une volonté affirmée d'aborder les défis internationaux de guerre et paix. La raison d'être du G7/8 a ainsi été renforcée puisqu'il est devenu aujourd'hui incontournable d'établir des garde-fous sociaux servis par une libéralisation du marché et une gouvernance démocratique. Le pluralisme qui en découle laisse ainsi une plus grande place à l'influence qu'exerce la société civile.

Les sommets devraient ainsi se contenter d'établir les règles du jeu et s'abstenir de toute tentation d'interventionnisme au niveau, par exemple, de la définition du salaire minimum ou encore des normes écologiques à respecter à travers le monde (p. 301). Or il s'agit là d'une conclusion quasi idéologique que ne partage sûrement pas l'ensemble des auteurs de cet ouvrage collectif si on se fie au constat des divergences disciplinaires, épistémologiques

et politiques constatées au début de cet ouvrage.

Ce volume recèle nombre d'analyses et d'informations pertinentes et variées sur le sommet de Cologne pour les chercheurs intéressés à suivre attentivement l'évolution des efforts multilatéraux informels, symbolisés par les acteurs du G7/8, en vue d'une gouvernance mondiale souple et réaliste.

Georges HÉNAULT

École de gestion/School of Management
Université d'Ottawa, Canada

MONDIALISATION ET TRANSNATIONALISME

Gender and The Political Economy of Development. From Nationalism to Globalization.

RAI, Shirin M. Malden, MA, Blackwell Publishers, 2001, 224 p.

Cet ouvrage pourrait être présenté comme « un livre de la modernité » des relations internationales. En premier lieu, parce qu'il analyse celles-ci dans une optique d'« économie politique ». En second lieu, parce qu'il aborde un « des nouveaux thèmes des relations internationales » : les questions de genre. Un texte qui analyse la relation entre le problème du développement et le rôle de la femme, dans l'évolution des sociétés du tiers monde, décolonisées à partir de la Seconde Guerre mondiale, jusqu'à la nouvelle division internationale du travail, sous l'impulsion de la mondialisation et des politiques publiques néo-libérales.

En six chapitres et une introduction, l'auteure trace une évolution historique du genre comme une des formes d'inégalité dans le monde contemporain de l'économie politique des relations internationales. Adoptant comme axes d'analyse la sociologie, les études sur le développement et l'économie politique, l'auteure explore les différences qui séparent les femmes des hommes, à partir de la position de celles-là dans les structures sociales, culturelles, géographiques et politiques.

Les motivations, fondements et points de départ sont exposés dans l'introduction « Mapping Gender and the Political Economy of Development ». L'auteure développe son exploration sur ce qu'est la nature du genre et sa relation avec l'économie politique du développement, dans laquelle hommes et femmes occupent des positions différentes et subissent distinctement les effets des politiques, du nationalisme aux actuelles politiques d'ajustement structurel. De même, comment les structures du pouvoir économique et politique encadrent les hommes et les femmes et quelles sont les conséquences de la position qu'occupe chaque genre sur ses compromis respectifs comme acteur politique.

Sa propre expérience, comme femme née en Inde, est aussi un point de départ important pour l'auteure, dans un moment historique où le développement fut aligné sur le nationalisme. Cela explique que cette relation est le sujet clé de son livre. Dans un monde dominé par la logique du capitalisme mondialisé, les mouvements féministes ont besoin de reconnaître que les différences entre femmes vont en augmentant, tant entre classes qu'à travers la division Nord/Sud.

Dans le premier chapitre, « Gender, Nationalism and Nation-Building », l'auteure explique comment dans la